

MONDE

Le pouvoir bâillonne la révolte au «pays des Aigles»

Censure totale au premier jour de l'état d'urgence en Albanie.



Manifestations antigouvernementales en février en Albanie. Malgré l'état d'urgence, le sud du pays échappe au contrôle des autorités. Une situation qui inquiète les capitales occidentales

Couvre-feu et interdiction des rassemblements de plus de quatre personnes, censure préalable des médias, black-out sur les émissions des radios étrangères en FM et interruption de la retransmission satellitaire des reportages des télévisions occidentales. L'Albanie a vécu hier sa première journée sous l'état d'urgence alors que le Parlement, avec une écrasante majorité (113 voix sur 140), réélisant à la tête de l'Etat Sali Berisha pour un mandat de cinq ans. Un résultat prévisible, puisque l'opposition boycotta l'Assemblée, appelant à des élections anticipées «libres et honnêtes». Sali Berisha a appelé tous les Albanais, «même ceux qui sont mécontents, à s'unir pour construire une Albanie démocratique». Son élection a été saluée par des tirs d'armes automatiques de ses partisans. «Il y

a cinq ans, en 1992, on a fait sauter les bouchons de champagne, aujourd'hui ce sont des rafales d'armes», commentait, amer, un journaliste. La veille, le Président avait annoncé que tous les moyens seraient utilisés pour rétablir l'ordre constitutionnel menacé par les «bandits rouges», c'est à dire les ex-communistes, que le pouvoir accuse d'attiser la colère des petits épargnants grugés par les faillites des pyramides financières. Malgré ces ultimatum, le sud du pays reste plongé dans le chaos, et les villes de Vlora et de Saranda sont toujours aux mains des émeutiers bien armés après les pillages, ces derniers jours, de plusieurs dépôts de la police et de l'armée. A Saranda, les émeutiers ont même réussi à s'emparer d'une petite vedette de la marine qui, hier soir, paraissait

dans la rade en tirant quelques salves sous les applaudissements de la foule. Des pénuries, notamment de pain, commencent à se faire sentir à Vlora, où des tirs étaient toujours entendus hier. Dans la capitale Tirana, des files d'attente se sont formées devant les boulangeries, et les habitants se sont dépêchés de faire des provisions avant la



fermeture des boutiques. Selon un commerçant, les prix ont augmenté de 30 à 40% hier. Les écoliers et les étudiants sont également en vacances forcées, après la fermeture de tous les établissements scolaires. Le dispositif policier de l'état d'urgence s'est mis en place, avec notamment des barrières à l'entrée des villes, comme à Tirana où des policiers contrôlaient les véhicules se dirigeant vers Durrës (nord-ouest), la deuxième localité du pays. Les policiers et les agents de la police secrète (SHIK) sont en première ligne du dispositif, soutenus par les forces armées. Les capitales occidentales ne cachent pas leur inquiétude face à la dégradation de la situation. «La clé de toute solution est un vrai consensus démocratique qui doit se fonder en tenant compte de tous les facteurs dans une dynamique politique

très turbulente en Albanie», a déclaré le porte-parole de la présidence américaine, Michael McCurry. Paris et Bonn sont «préoccupés», a affirmé de son côté le chef de la diplomatie allemande, Klaus Kinkel, à l'issue d'un entretien à Bonn avec son homologue français, Hervé de Charette. «Nous ne devons pas laisser l'Albanie seule, mais nous devons l'aider», a ajouté Kinkel, affirmant que la présidence néerlandaise de l'UE «réfléchit à l'envoi d'une mission sous forme de troika» dans ce pays. «J'attends du gouvernement albanais qu'il agisse en accord avec les valeurs démocratiques et qu'il use de façon responsable des pouvoirs étendus qui s'est attribués», a affirmé pour sa part le secrétaire au Foreign Office, Malcolm Rifkind. (D'après AFP, Reuter)

L'Albanie

28748 km², 3,3 millions d'habitants, dont 65% de musulmans. Revenu annuel par tête: 332 dollars (environ 1800 F). Occupe pendant cinq siècles par les Ottomans, le pays a conquis son indépendance en 1912. Les communistes prennent le pouvoir en 1944 sous la direction d'Enver Hoxha, qui règne sans partage jusqu'à sa mort en 1985. Ramiz Alia, son dauphin, ne résiste pas à la vague de liberté qui suit la chute du mur de Berlin en 1989. Les ex-communistes remportent les premières élections libres, en 1991. Le Parti démocratique de Sali Berisha gagne le scrutin de mars 1992. En 1996, son parti remporte 122 sièges sur 140, dans un scrutin marqué par de nombreuses irrégularités.

libération p 7 4.3.97

Bras de fer entre l'armée turque et les islamistes

Le Premier ministre islamiste turc Necmettin Erbakan a refusé hier de mettre en œuvre un plan d'action exigé par les militaires pour mettre un frein aux activités islamistes extrémistes. «*Le Conseil national de sécurité (MGK) ne peut pas exiger que le gouvernement adopte des lois, c'est un organe consultatif*», a déclaré Erbakan dans une conférence de presse. «*La volonté du peuple est représentée par le Parlement et c'est de lui que doivent venir les résolutions*», a-t-il ajouté.

Le Conseil national de sécurité, composé des plus hauts dirigeants civils et militaires, est un organe consultatif mais ses recommandations sont généralement suivies à la lettre. Vendredi, au cours d'une réunion marathon de neuf heures, il avait vivement critiqué le Premier ministre, à qui il était reproché une dérive fondamen-

taliste, et l'avait mis en demeure de prendre immédiatement des mesures contre l'expansion du militantisme islamique. Une liste de 20 mesures exigées par les militaires avait été publiée dimanche par l'ensemble de la presse turque, comprenant l'interdiction de toute propagande pro-charia (loi coranique) sur les radios et télévisions islamistes, ou encore des décisions pour empêcher les islamistes radicaux de s'infiltrer dans l'administration. Les militaires, gardiens traditionnels de la laïcité des institutions, exigent aussi un contrôle des achats de fusils à pompe, dont les ventes explosent. Alors que l'opposition accentue sa pression pour contraindre Erbakan à se soumettre au diktat de l'armée ou se démettre, le Premier ministre réaffirme: «*Je ne démissionnerai pas.*» ● (D'après AFP)

Libération A. 3. 9 7

Athènes et Rome sur la bonne voie

page 24

J.O. Le «rapport d'évaluation» du Comité olympique donne Athènes et Rome favoris de la course aux J.O. de 2004. Les deux villes seraient déjà sûres de figurer dans les quatre ou cinq qui seront admises vendredi à poursuivre la course aux Olympiades. Mais sept villes candidates sur onze ont déjà écrit au CIO pour manifester leur mécontentement concernant le traitement de leur candidature.